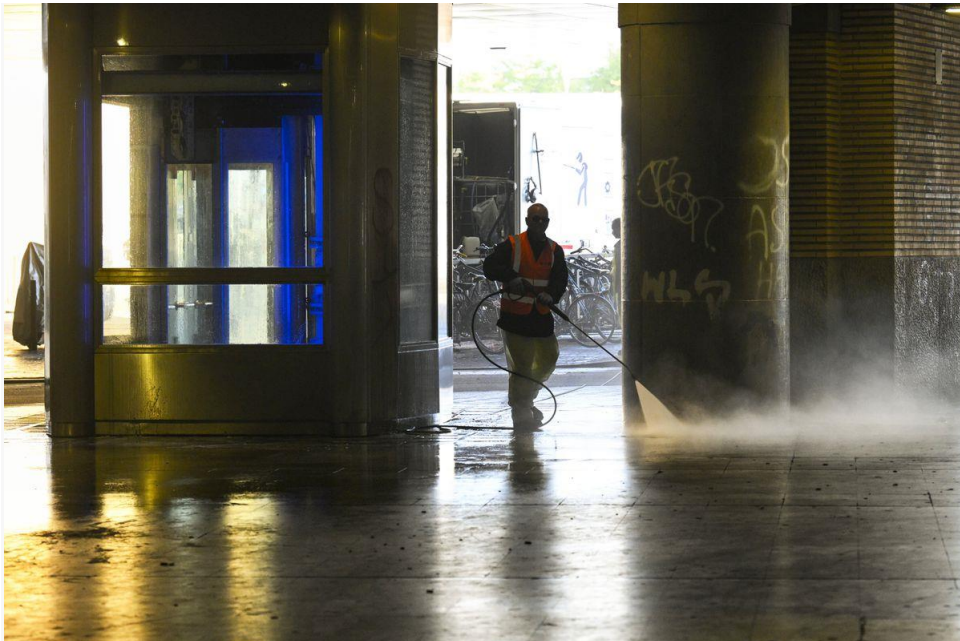


Pour mettre fin au sans-abrisme, il faut plus que des actions coup de poing

Ces derniers jours, nous n'entendons parler que d'actions répressives, de programmes sécuritaires : autant d'actions qui cachent la misère mais n'y répondent pas.

- Publié le 01-09-2023 à 10h47



©PRE

Une carte blanche rédigée par les responsables des associations AMA – Fédération des maisons d'accueil et des services d'aide aux sans-abri ; RBDH – Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l'Habitat ; Syndicat des immenses ; DoucheFLUX ; Fédération Bico ; Infirmiers de rue.

Depuis quelques jours, les personnes sans-abri et sans-papiers sont sous les projecteurs.

D'une part, la gare du Midi est désormais le théâtre d'actions sécuritaires, la première ayant été menée par la Ministre de l'Intérieur Vanderlinden (CD&V) samedi dernier, et une deuxième action coup de poing organisée par la SNCB et la Police fédérale des Chemins de Fer se tient hier. Le but est de mettre fin aux problèmes persistants de la gare, afin d'assurer la sécurité des passagers et du personnel e.a. en y chassant les personnes sans-abri.

D'autre part, Nicole de Moor (CD&V) la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, a décidé de suspendre temporairement l'accueil des hommes au sein du réseau Fedasil. Une décision qui va engendrer une nouvelle crise de l'accueil, et qui va augmenter le nombre de personnes dormant en rue.

Or le problème du nombre croissant de personnes sans-abri, et le manque de solutions de relogement abordable est pointé du doigt depuis longtemps par le secteur associatif.

Une situation connue par les associations

Le rapport de dénombrement réalisé par Bruss'help pour l'année 2022 fait l'état de 7 134 personnes sans-abri et mal logées, avec 809 personnes dans l'espace public. Ces données sont alarmantes, et l'augmentation est sans appel : la population sans-abri a augmenté de 18,9 % par rapport à 2020.

Ces chiffres, bien qu'inquiétants, n'ont pas fait de remous à leur sortie, car le phénomène du sans-abrisme n'émeut plus personne et les décideurs-euses politiques préfèrent parler de "crise", avoir recours à des solutions "sparadraps", voire même prendre des mesures inhumaines comme les actions de "nettoyage" de la Gare du Midi l'illustrent.

Cette situation catastrophique est un choix politique !

Contrairement à ce que l'actualité peut porter à penser, ce n'est pas un phénomène nouveau que cette crise du sans-abrisme et du logement abordable à proprement parlé. La situation actuelle devrait plutôt être qualifiée de glissement et d'aggravation, face à laquelle les pouvoirs publics n'agissent pas suffisamment. Car depuis 2008 nous avons à Bruxelles des chiffres relativement fiables sur l'état du sans-abrisme et qui auraient dû permettre aux décideurs et décideuses politiques d'entreprendre des actions ciblées et proportionnées. Or, on ne peut que constater que cela n'a pas été le cas, et sans demande de la part du secteur, il y a peu de perspective de changement. Le contraire risque de se produire, lorsqu'on est au bord d'une nouvelle crise de l'accueil !

Pas de fin du sans-abrisme sans politiques de (re) logement durable et de prévention !

La situation actuelle est non seulement intolérable pour les personnes sans-abri, mais elle est aussi un formidable gaspillage de ressources humaines et financières du côté des associations. Nous devons rappeler aux politiques au niveau régional qu'il est de leur devoir de mettre en place des mesures structurelles au niveau du relogement durable et au niveau d'action de prévention ciblées. En parallèle, nous ne cessons d'interpeller le Fédéral quant à ses obligations d'accueil. Pourtant, ces derniers jours, nous n'entendons parler que d'actions répressives, de programmes sécuritaires : autant d'actions qui cachent la misère mais n'y répondent pas.

Pour changer durablement les choses, il est temps que les politiques prennent leurs responsabilités et adoptent des mesures structurelles pour mettre fin au sans-abrisme.

Premièrement, il s'agirait de reloger rapidement et de manière durable les personnes sans-abri. Plusieurs possibilités sont à actionner : accélération de la création de logements sociaux, mise en place d'un quota de logements sociaux pour les personnes sans-abri, régulation des loyers privés, etc.

De plus, un accompagnement renforcé et pluridisciplinaire des personnes sans-abri doit être prévu afin de faciliter leur retour en logement.

Ensuite, personne ne doit être laissé à la rue, cela suppose aussi une prise en charge adéquate des demandeurs-euses d'asile, ainsi que des solutions spécifiques pour les personnes sans-papiers.

Enfin, il faut éviter que de nouvelles personnes précarisées ne tombent à la rue, grâce à la mise en place de mesures de prévention adaptées et ciblées, telles que la mise en place d'un système de conventionnement avec l'ensemble des agences immobilières sociales (AIS) en faveur des publics les plus précaires, et ainsi que des mesures pour éviter les expulsions de logement.

Indignons-nous ! Stop à la gestion à la petite semaine, nous voulons une véritable politique structurelle de fin du sans-abrisme à Bruxelles. Agissons dès maintenant, pour mettre fin à l'ensemble du sans-abrisme !